



Déclaration

Pour le droit au logement et à la ville partout en Europe !

Bruxelles les 5 et 6 novembre 2007

Mal logement, absence de toit, situations de danger sanitaire, violences sociales et physiques, expulsions, coûts insupportables ... partout en Europe des millions de personnes subissent les mêmes effets dramatiques d'un marché du logement et du foncier soumis à une rentabilisation qui explose. Les réponses politiques sont aujourd'hui insuffisantes voire contraires à la promotion des droits au logement et à la ville.

Notre démarche de convergence européenne pour gagner ces droits et le réseau que nous sommes en train de construire trouvent une base solide avec la tenue de ces deux journées où se sont retrouvés plus de 130 participants venant de 13 pays et représentant des organisations diverses, autorités locales, mouvements sociaux, ONG, associations d'habitants et des locataires, organisations de mal logés et de sans toit, syndicats, gestionnaires de logements sociaux, coopératives, députés européens progressistes...

Nous nous engageons à élargir ce réseau à tous les pays du continent européen et à tous ceux qui voudront y participer sur une base de principes partagés pour la défense et la promotion du droit au logement et du droit à la ville.

Nous revendiquons le droit des citoyens à être les décideurs de la gestion d'un urbain et d'un aménagement du territoire durables. Cette citoyenneté doit trouver son expression dans la maîtrise publique des sols et dans la promotion de l'ensemble des droits qui s'y matérialisent, logement, énergie, eau, environnement, éducation, travail, déplacements, santé, loisirs ...

Nous voulons une ville où l'on vit réellement ensemble, une ville source de progrès social. Nous refusons qu'elle soit un espace d'exclusion pour les habitants. Nous combattons sa marchandisation, sa privatisation et toute forme de corruption ou de contrainte faite aux habitants, expulsions, déplacements de populations, ségrégations urbaines ...

Nous voulons un droit au logement reconnu dans les textes, exigible dans les faits et soutenu par une réelle intervention publique pour laquelle nous demandons des formes politiques et des moyens nouveaux dans chaque Etat et au niveau européen, notamment en puisant dans ce que chaque pays a de meilleur.

Nous voulons afficher notre solidarité avec les luttes menées par tous les défenseurs de ces droits en Europe. Nous appelons ces forces progressistes, ces acteurs institutionnels, tous les réseaux de ces personnes et organisations à construire des assemblées de convergences nationales et à participer à l'organisation des prochains rendez-vous européens avec notamment notre prochain rassemblement européen que nous voulons tenir lors du prochain Forum Social Européen à Malmö en septembre 2008 et l'action que nous mènerons à l'occasion de la prochaine rencontre européenne des ministres du logement prévue en France en octobre 2008.

Nous voulons rendre permanent nos échanges d'expériences, d'actions et de prises de positions comme notre travail de construction d'une plate-forme européenne unitaire et mobilisatrice. Nous voulons nous doter des outils de communication nécessaires pour cela et constituer un secrétariat technique ouvert à toutes les bonnes volontés et à tous les moyens que chacun pourra mettre à la poursuite de ces objectifs.

Le secrétariat technique,
*après intégration des débats lors des Etats généraux européens pour le droit au logement et à la ville
les 5 et 6 novembre 2007 au Parlement européen de Bruxelles*